

Sahel Horizons

Organe indépendant
d'informations générales

N° 302 DU 31 JANVIER 2019 - PRIX : 300 F CFA

Elections générales 2021

enjeux et perspectives



Controverse autour du Franc CFA Le point de vue de Hassoumi Massaoudou

Depuis quelques temps il y a de plus en plus un débat ouvert autour du franc cfa en Afrique et ailleurs. Pour la Russie, la Chine les activistes de la société civiles Africaine l'Italie le franc cfa reste et demeure un lien néocolonial entre la France et ses ex colonies de même qu'un frein au développement économique et social de l'Afrique. Cette idée est battue en brèche par une certaine élite Africaine en tête desquels ceux qui ont en charge les ministères de l'économie et des finances. L'interview du Ministre des finances du Niger sur RFI Monsieur Hassoumi Massaoudou est édifiante à cet égard. Pour lui : « Le franc CFA a une qualité essentielle liée surtout à la gestion par la Banque centrale [BCEAO - Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest] c'est la stabilité, c'est la protection du pouvoir d'achat des populations. En ce qui concerne le lien avec l'euro, je voudrais juste rappeler que ce n'est pas un cas particulier. Il y a plus de trente pays africains qui ont des arrangements monétaires du type du franc CFA, donc ce n'est pas quelque chose d'exceptionnel. ». Nous vous proposons en intégralité cette interview



Visite du professeur Issoufou Katambe sur deux importants chantiers de la SPEN

Visite du professeur Issoufou Katambe sur deux importants chantiers de la SPEN

Depuis son arrivée à la Direction Générale de la SPEN M. Hamed Haidara a fait sienne l'une des préoccupations essentielles du Président de la République Issoufou Mahamadou à savoir l'alimentation en eau potable des populations du Niger en général et celles de Niamey en particulier. C'est pourquoi il n'a ménagé aucun effort pour préserver et consolider l'existant, tout en construisant des nouveaux ouvrages. La visite de terrain à laquelle nous avons été conviés rentre dans ce cadre.

La première visite a concerné le château R16 qui alimentera quatre quartiers de Niamey : Saga Gorou, Saga Fandou, Niamey 2000 et KoiGorou. Ce nouveau château est pratiquement

terminé et sera bientôt mis à la disposition de la SEEN pour exploitation.

Le ministre de l'hydraulique le Professeur Issoufou Katambé qui a rehaussé par sa présence le niveau de cette visite de chantier, visiblement impressionné a eu ces mots : **« la qualité du travail fait est impressionnant. Cette infrastructure a été réalisée conformément aux normes et c'est l'occasion de féliciter tous ceux qui ont participé à sa réalisation. »**

La seconde visite a concerné l'usine de traitement d'eau de Goudel 4 dont les travaux ont été lancés en Avril. L'exécution des travaux à ce jour est à un taux de 55% au lieu de 38% prévu à cette période.

« La qualité de l'eau issue



de cette usine sera égale aux normes européennes c'est-à-dire supérieure aux normes de l'OMS à la fin des travaux » nous confient les techniciens en la matière. C'est-à-dire dans quelques mois il n'y aura plus de problème d'eau à Niamey. Le ministre de l'hy-

draulique le Professeur Issoufou Katambé accompagné de ses proches collaborateurs et le Directeur Général de la SPEN (Maître d'ouvrage de ces deux chantiers) sont visiblement satisfaits de constater de visu la bonne exécution des travaux et de l'espoir qu'elle suscite.

Mahamadou Ali Diallo



Controverse autour du Franc CFA

Le point de vue de Hassoumi Massaoudou

Depuis quelques temps il y a de plus en plus un débat ouvert autour du franc cfa en Afrique et ailleurs. Pour la Russie, la Chine les activistes de la société civiles Africaine l'Italie le franc cfa reste et demeure un lien néocolonial entre la France et ses ex colonies de même qu'un frein au développement économique et social de l'Afrique. Cette idée est battue en brèche par une certaine élite Africaine en tête desquels ceux qui ont en charge les ministères de l'économie et des finances. L'interview du Ministre des finances du Niger sur RFI Monsieur Hassoumi Massaoudou est édifiante à cet égard. Pour lui : « Le franc CFA a une qualité essentielle liée surtout à la gestion par la Banque centrale [BCEAO - Banque centrale des Etats de l'Ouest] c'est la stabilité, c'est la protection du pouvoir d'achat des populations. En ce qui concerne le lien avec l'euro, je voudrais juste rappeler que ce n'est pas un cas particulier. Il y a plus de trente pays africains qui ont des arrangements monétaires du type du franc CFA, donc ce n'est pas quelque chose d'exceptionnel. ». Nous vous proposons en intégralité cette interview



RFI : Est-ce que vous êtes d'accord avec ceux qui disent que le franc CFA empêche le développement et l'industrialisation des pays africains qui utilisent cette monnaie ?

Hassoumi Massaoudou : Ma réponse est simple. Il suffit de comparer deux pays, la Côte d'Ivoire et le Ghana, qui sont des pays comparables géographiquement, comparables en termes de population, comparables en termes de ressources naturelles. Je ne pense pas que l'on puisse dire que la Côte d'Ivoire est moins industrialisée que le Ghana. Voilà la réponse. Je ne pense pas qu'il y ait cette relation automatique entre le franc CFA et la désindustrialisation. La Côte d'Ivoire est tout aussi industrialisée, au moins tout autant que le Ghana.

Est-ce que le franc CFA, accroché à l'euro, n'est pas une monnaie surévaluée, qui handicape les exportations et qui avantage les importations ?

Le franc CFA a une qualité essentielle liée surtout à la gestion par la Banque centrale [BCEAO - Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest] c'est la stabilité, c'est la protection du pouvoir d'achat des populations. En ce qui concerne le lien avec l'euro, je voudrais juste rappeler que ce n'est pas un cas particulier. Il y a plus de trente pays africains qui ont des arrangements monétaires du type du franc CFA, donc ce n'est pas quelque chose d'exceptionnel. L'essentiel, c'est la politique monétaire mise en œuvre. Et nous avons une politique monétaire qui a l'avantage de protéger le pouvoir d'achat de nos populations et qui ne va pas contre la croissance, qui attire les investisseurs et qui permet d'avoir des politiques budgétaires, qui permettent de créer les conditions de l'industrialisation et du développement. Dans le

temps long, je ne pense pas que les pays de l'UEMOA [Union économique et monétaire ouest-africaine], par exemple, soient plus en retard que les pays hors CFA. Donc ce type de comparaison n'a de pertinence que du point de vue émotif. Sincèrement, ce rappel du lien colonial, je ne pense pas que le franc CFA d'aujourd'hui soit comparable à un franc colonial. C'est un choix tout à fait souverain, qui peut changer, d'ailleurs, qui peut évoluer et qui continuera à évoluer.

Voulez-vous dire que le franc CFA sécurise les investissements ?

Absolument, le franc CFA sécurise les investissements. C'est un avantage apparent et évident. Mais, en plus, le franc CFA sécurise les populations du point de vue du pouvoir d'achat. Le pouvoir d'achat est garanti. Nous sommes immunisés par les politiques de la Banque centrale contre l'hyperinflation. C'est quand même quelque chose d'extraordinaire ! Et sur la période longue, sur la série longue, nous n'avons pas eu moins de croissance que les autres pays hors zone franc CFA. Donc je ne vois pas ces inconvénients que l'on dit. Ce sont des inconvénients qui sont liés à de la propagande. C'est une charge émotive que l'on veut brandir, mais sur le plan des faits, les faits infirment tous ces propos-là. Deuxièmement, il est important de savoir que le franc CFA a évolué et continuera à évoluer. Aujourd'hui, nous sommes dans une dynamique de sortie par le haut, notamment dans le cadre de l'intégration de la Cédéao [Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest] au niveau de la construction de la monnaie de la Cédéao. Donc nous sommes engagés naturellement et sans beaucoup de ruptures vers la monnaie unique de

la Cédéao. Mais vraiment, nous n'avons pas ce problème-là.

Le compte d'opérations vous oblige à passer systématiquement par le Trésor français. Est-ce que cela ne donne pas un pouvoir important au gouvernement français, qui peut orienter vos politiques économiques et financières ?

Non, non. Le compte d'opérations, c'est d'abord 50% de nos réserves de change. D'ailleurs, il est rémunéré et ce compte d'opérations pourrait exister à la Banque d'Angleterre ou bien dans une autre banque. C'est un choix qui a été fait. C'est pour cela que je dis que ce type d'accord monétaire existe aussi ailleurs. Il existe pour plus de trente pays africains et il existe un peu partout dans le monde. La liberté que nous avons de changer de lieu de compte d'opérations est là, elle existe. Deuxièmement, la politique monétaire se décide au niveau de la Banque centrale et au niveau de l'UEMOA. Elle ne se décide pas à Paris. C'est nous qui décidons de la politique des taux d'intérêt, etc. Donc, vraiment, cela se fait ici, sans l'intervention de la France, sans un mot à dire du gouvernement français. Je pense que nous n'avons pas ce lien de subordination du point de vue des politiques économiques vis-à-vis de la France. Vraiment, ce sont des mythes que l'on continue à brandir et qui n'ont plus d'effet aujourd'hui.

Oui, mais beaucoup d'Africains disent que leurs Etats n'ont pas la totalité de leur souveraineté à cause de ce franc CFA

Non, le franc CFA, c'est d'abord la première mutualisation de notre monnaie ! C'est un franc commun à l'ensemble de nos pays, dans le cadre de l'Union monétaire, de l'UEMOA, c'est déjà cela. A partir de ce moment-là, nous avons cédé, au profit d'un ensemble

plus grand, la souveraineté de chacun de nos Etats, mais c'est un choix libre, c'est un choix positif, qui va dans le sens de l'histoire. Justement, nous voulons capitaliser ce genre de choix pour aller vers une monnaie de la Cédéao, dans un ensemble encore plus large. Je pense que cet abandon de souveraineté de chacun des Etats au profit de l'ensemble de l'UEMOA ne veut pas dire que cet abandon de souveraineté soit au profit de la France. Du point de vue de la distribution des pouvoirs, la France n'a pratiquement aucun rôle dans les choix fondamentaux que font nos Etats du point de vue monétaire et économique.

Comment se fait-il que vous soyez l'un des rares hommes politiques africains à défendre publiquement le franc CFA ?

Non, l'ensemble des ministres des Finances de l'UEMOA défendent le franc CFA. Nous n'avons aucun complexe. Nous le faisons à chaque fois que nous nous réunissons. Nous sommes tout à fait à l'aise, donc nous n'avons aucun complexe dans la gestion de nos affaires et dans nos choix.

Mais n'y a-t-il pas un courant anti-CFA en Afrique de l'Ouest ?

Mais bien sûr, il y a toujours un courant anti-CFA, qui découle des résidus de courants anti-impérialistes. Mais ça, c'est un discours des années 1960. C'est un discours, aujourd'hui, assez marginal.

Oui, mais visiblement, dans la société civile, c'est un courant de plus en plus fort, quand même !

Mais non. D'abord, la société civile, aujourd'hui, est très embryonnaire en Afrique. Cela a un écho à l'extérieur, mais dans nos pays, cela n'a pas vraiment de prise sur les positions dominantes.

Source RFI

Elections générales 2021 : enjeux et perspectives



Tout le monde a le regard fixé sur les futures élections générales de 2021. Au niveau de l'état-major des partis politiques ou des regroupements des partis politiques, on affûte et on affine les stratégies. Le conseil national de dialogue politique s'est réuni tout dernièrement sans arriver à converger les points de vue. C'est donc sans surprise que l'opposition politique a boycotté les travaux de cette réunion. Tout de même ceux qui étaient là ont adopté à l'unanimité les textes qui doivent régir la conduite des prochaines élections. La question qui se pose est de

savoir si à la longue l'opposition politique adhèrera ou non aux textes dits consensuels à l'adoption desquels elle n'a pas participé. Quelle magie donc pour amener l'opposition à la table du dialogue voire à la participation aux élections de 2021. A l'analyse, l'opposition politique en général et le MODEN FA LUMANA se heurtent à un vrai dilemme. En vérité la question essentielle réside dans l'article 8 du code électoral qui empêcherait Hama Amadou d'être candidat à ses élections. Il faut donc œuvrer autant qu'ils le peuvent pour amener la majorité pré-

sidentielle à l'abrogation de l'article 8. Faute de quoi c'est le déluge ! Sommes-nous devant un chantage ou un bluff ? L'un dans l'autre la majorité présidentielle actuelle n'est pas prête à céder sur ce point. Pour le reste toutes les options restent ouvertes selon Bazoum Mohamed Président du PNDS. Alors le MODEN FA LUMANA aura-t-il un candidat aux élections présidentielles de 2021 ?

Première hypothèse : le MODEN FA LUMANA choisit en son sein un candidat de substitution dont le choix ou l'élection aux primaires posera problème et pour-

rait à terme avoir raison de la cohésion du parti. Deuxième hypothèse : soutenir le candidat du 2eme parti de l'opposition à savoir le candidat du RDR Tchangi Mahaman Ousmane : Cette idée enchante les partisans de Nafarko premier qui voit déjà sa revanche sur l'Histoire. La troisième et dernière hypothèse c'est celle de l'apocalypse et la politique de la terre brûlée. Le MODEN F LUMANA entraîne les partis politiques qui sont dans son sillage ou sous sa coupe à un boycott actif ou violent des élections générales 2021.

A.M.D

Atelier de formation des techniciens de laboratoire en métrologie

La salle de conférence de l'Hôtel-Restaurant Tabakadi a servi de cadre à l'ouverture d'un important atelier de formation financé par USAID et organisé par l'Association Africaine de l'Eau (AAE) en partenariat avec la SEEN ce jour 29 janvier 2019. A cette occasion le Directeur Général de la SPEN (société des Patrimoine des eaux du Niger) Monsieur Hamed Haidara a prononcé un important discours dont nous vous proposons des extraits significatifs :

Après avoir remercié les séminaristes dont certains viennent de loin à savoir du Benin du Burkina Faso, du Cameroun, de la Côte d'Ivoire, du Ghana, de la Guinée Konakry, du Nigeria et du Togo M. Hamed Haidara a salué le travail réalisé au Niger pour la qualité de l'eau par la SPEN conjointement avec la SEEN. Il souligne en substance ceci : « Aujourd'hui à titre d'exemple, la qualité de l'eau produite à l'usine de Goudel a atteint les normes européennes qui sont encore beaucoup plus exigeantes que les normes actuelles de l'OMS, qui demeurent le standard de qualité mondial.



L'évolution technologique des équipements et la formation continue des Agents permettent de produire, pour la consommation des citoyens, une eau de très bonne qualité. En atteste d'ailleurs le résultat d'une étude effectuée par un laboratoire extérieur. Mais aussi les contrôles réguliers réalisés par le nouveau laboratoire de l'usine, lui-même audité par un intervenant extérieur chaque année.

La SEEN s'attache à élever son service et ses exigences en s'appuyant sur les progrès technologique pour améliorer en continu son service aux usagers. En témoignent les investissements récemment réalisés à sa-

voir :

- Un nouveau laboratoire entièrement rénové et équipé de matériels de pointe.

- Des nouveaux analyseurs en lignes pour une meilleure analyse et un suivi en continu de la qualité physico-chimique de l'eau (ph, turbidité, chlore, conductivité et température)

- Un nouveau poste de commande doté d'équipement de dernière génération, permettant un meilleur suivi et le contrôle à distance des installations

- Un nouveau débitmètre pour garantir une meilleure optimisation des réactifs entrant dans le traitement de l'eau et un suivi continu de la qualité

d'eau brute et d'eau traitée dans l'usine (débit et volume)

- Une nouvelle station de dosage mise en place d'un système de dosage automatique pour une meilleure précision dans l'utilisation des produits utilisés pour le traitement d'eau

- La réhabilitation des décanteurs pour un système de décantation sans risque et un meilleur rendement de l'usine.

En fin le Directeur Général de la SPEN M. Hamed Haidara tout en souhaitant plein succès aux travaux qui permettront sans conteste un renforcement de capacité des participants, a déclaré ouvert cet important atelier.

A.M.D

Le prince Mohammed ben Salmane Al Saoud

Mohammed ben Salmane ben Abdelaziz Al Saoud ou **MBS**, né le 31 août 1985 à Riyad, est le prince héritier et le vice-Premier ministre d'Arabie saoudite depuis le 21 juin 2017.

Membre de la dynastie Al Saoud, fils du roi Salmane et petit-fils d'Ibn Séoud, le fondateur du royaume, il est aussi depuis janvier 2015 le plus jeune ministre de la Défense au monde et président du Conseil des affaires économiques et du développement.

La purge de novembre 2017 qui entraîne le limogeage ou l'arrestation de dizaines de princes, ministres et d'hommes d'affaires lui assure le contrôle des principaux leviers du pouvoir et en fait l'homme fort du royaume¹.

Biographie

Mohammed ben Salmane est le fils de Salmane ben Abdelaziz Al Saoud et de FahdabintFalah ben Sultan Al Hithalayn, sa troisième épouse, et petit-fils d'Ibn Séoud. Il est diplômé en droit de l'université du Roi-Saoud, contrairement à ses frères, qui ont étudié aux États-Unis et au Royaume-Uni².

Début de carrière politique

Mohammed ben Salmane commence sa carrière politique en décembre 2009 en devenant, à 24 ans, conseiller spécial de son père, alors gouverneur de Riyad. En 2011, lorsque Salmane ben Abdelaziz Al Saoud est nommé ministre de la Défense, il devient son conseiller personnel³. En 2013, il dirige le cabinet princier à la suite de la nomination de son père en tant que prince héritier⁴.

En avril 2014, il devient secrétaire d'État et membre du gouvernement⁵.

Ministre de la Défense

Mohammed ben Salmane en juin 2016

Le 23 janvier 2015, lors de l'accession de son père au trône, il est nommé ministre de la Défense et chef de la Cour royale⁶ à 30 ans, ce qui en fait le plus jeune ministre de la Défense au monde⁷.

Depuis mars 2015, Mohammed ben Salmane conduit les opérations militaires saoudiennes au Yémen contre les houthis⁸. En avril 2018, il est visé par une plainte déposée à Pa-

ris pour complicité d'actes de torture par une organisation humanitaire yéménite⁹, ce qui a débouché sur l'ouverture d'une enquête en octobre 2018¹⁰.

En décembre 2015, il annonce la mise en place d'une alliance militaire islamique de 41 pays pour lutter contre le terrorisme sous toutes ses formes. Elle comprend un volet sécuritaire et militaire (échange de renseignement, entraînement, équipement et déploiement de forces « si nécessaire »), ainsi qu'un volet « idéologique » pour contrer les capacités d'endoctrinement des groupes djihadistes¹¹.

Le même mois, dans une déclaration publique, le service de renseignement allemand exprime son inquiétude devant la nouvelle politique étrangère du jeune prince, soulignant de quelle façon la « position diplomatique jusqu'ici prudente des chefs aînés de la famille royale est remplacée par une politique interventionniste impulsive » et présente un danger pour la stabilité de la région¹². Le gouvernement allemand a réagi à la déclaration en affirmant que celle-ci ne reflétait « pas la position du gouvernement fédéral »¹³.

En janvier 2016, il réfute l'éventualité d'une guerre contre l'Iran, estimant qu'un tel conflit « aurait un impact très fort sur le reste du monde »¹⁴.

Il est l'objet de critiques concernant sa politique intérieure dans le royaume et l'opération militaire *Restaurer l'espoir* dans la guerre civile yéménite, notamment de la part du journaliste Jamal Khashoggi^{15,16}.

Prince héritier

Débuts comme vice-prince héritier

Le 29 avril 2015, à la suite de la mise à l'écart du prince héritier Moukrine ben Abdelaziz et à son remplacement par Mohammed ben Nayef, ministre de l'Intérieur, Mohammed ben Salmane est nommé vice-prince héritier du royaume et second vice-Premier ministre¹⁷.

Intronisation

Le 21 juin 2017, à 31 ans, Mohammed ben Salmane est nommé prince héritier par le roi Salmane et le conseil d'allégeance de la famille royale saoudienne en remplacement



de son cousin Mohammed ben Nayef^{22,23,24}. D'après le diplomate François-Aïssa Touazi, Mohammed ben Salmane est « partisan d'un État fort, [et] souhaite privilégier une gestion verticale du pouvoir, plus autoritaire, plus dure, sans concession et sans compromis » pour réformer le royaume²⁵. Il s'agit d'une transmission du pouvoir inédite en Arabie saoudite, brisant le système dit adelphique (de frère en frère) ; en effet, Mohammed ben Salmane n'est ni le plus âgé de ses cousins, ni l'aîné de sa fratrie mais le fils préféré du roi Salmane².

Mohammed ben Salmane à la Coupe du monde 2018.

Réformes politiques, sociales et économiques

Mohammed ben Salmane Al Saoud avec le président américain Donald Trump en mars 2017.

Le plan national Vision 2030

Article détaillé : Vision 2030 (Arabie saoudite).

Touchée par la baisse du prix du

pétrole, l'Arabie saoudite doit réduire le budget de fonctionnement de l'État. Dans le cadre du Programme de transformation nationale lancé en janvier 2016, Mohammed ben Salmane dresse la feuille de route de plusieurs réformes économiques et sociales qui doivent aboutir à une évolution profonde de l'économie saoudienne vers une économie diversifiée, plus ouverte, industrialisée et modernisée²⁷. Développement durable, e-gouvernement, rôle des femmes dans l'économie saoudienne, l'ensemble des mesures du plan Vision 2030 a été dévoilé le 25 avril 2016²⁸, accompagné de la première interview télévisée de Mohammed ben Salmane²⁹.

Réformes budgétaires

En raison de la baisse des cours du pétrole en 2015 et de recettes pétrolières revues à la baisse, Mohammed ben Salmane amorce des réformes budgétaires : les subventions sur l'essence, l'eau et l'électricité sont désormais conditionnées

aux revenus des ménages saoudiens. Une taxe sur certains produits nocifs pour la santé comme les cigarettes ou les boissons sucrées a également été introduite³⁰. En avril 2017, Mohammed ben Salmane rétablit la plupart des bonus et aides aux fonctionnaires³¹.

Libéralisation économique

Président du Conseil des affaires économiques et du développement depuis le 29 avril 2015 et président du Conseil suprême de la compagnie Saudi Aramco³², il est responsable de la politique pétrolière et économique du royaume.

L'objectif du plan Vision 2030 est de diversifier l'économie du pays en réduisant sa dépendance vis-à-vis du pétrole. Mohammed ben Salmane décrit cette réforme comme « thatchérienne ». Elle repose notamment sur la libéralisation des prix du marché de l'énergie, le développement de secteurs sous-exploités (mines d'uranium, tourisme religieux), ainsi que la mise en œuvre d'une politique de privatisation (santé, éducation, secteurs militaires), l'introduction d'une taxe sur la valeur ajoutée et la réduction des aides sociales^{30,33}.

Il impulse également une profonde réforme de l'administration du royaume, en important la méthode de gouvernance anglo-saxonne des *Key Performance Indicators* (KPI) qui vise à assigner aux hauts fonctionnaires des objectifs précis³.

Économie et société

Article détaillé : Fonds public d'investissement d'Arabie saoudite.

En janvier 2016, Mohammed ben Salmane annonce qu'un projet de privatisation partielle de SaudiAramco est à l'étude et qu'une décision sera prise dans les prochains mois^{34,30}. Cette privatisation de 5 % du capital de la compagnie pétrolière nationale pourrait donner naissance à la première capitalisation boursière mondiale, estimée à 2 000 milliards de dollars. Elle traduit une volonté nouvelle d'ouverture du capital aux investisseurs étrangers^{35,30}. Le prince héritier a annoncé que le produit de la vente des 5 % et des dividendes, qui serviront à alimenter le Fonds public d'investissement d'Arabie Saoudite, seront réinvestis dans d'autres secteurs dans le cadre de la diversification de l'économie³⁶.

Le 24 octobre 2017, lors d'une conférence intitulée *Future Investment Initiative* réunie à Riyad, Mohammed ben Salmane dévoile Neom, projet de zone de développement économique et « mégapolehigh-tech » sur

les rives de la mer Rouge (Golfe d'Aqaba, essentiellement dans la province de Tabuk)^{37,38}.

Relations avec les autorités religieuses

En marge de la conférence *Future Investment Initiative* du 24 octobre 2017, Mohammed ben Salmane affirme vouloir mettre fin à l'influence notable que les milieux religieux conservateurs exercent sur la société saoudienne depuis des décennies, en déclarant : « Nous ne ferons que retourner à un islam modéré, tolérant et ouvert sur le monde et toutes les autres religions », tout en ajoutant : « Nous n'allons pas passer 30 ans de plus de notre vie à nous accommoder d'idées extrémistes et nous allons les détruire maintenant »³⁹. Il veut notamment favoriser l'accès des femmes au marché de l'emploi⁴⁰. Depuis février 2018, les femmes peuvent créer et gérer leur propre entreprise sans autorisation préalable d'un tuteur masculin⁴¹. Depuis la même date, des postes militaires sont ouverts aux femmes dans plusieurs régions d'Arabie saoudite⁴². Il estime que « les lois de la charia sont très claires. Comme les hommes, les femmes doivent s'habiller de manière décente », mais précise au sujet de ces dernières que ça « ne signifie pas porter une abaya ou un foulard noir »⁴³. Pour la journaliste Clarence Rodriguez, correspondante de France Inter en Arabie saoudite de 2005 à 2017, ces mesures sont de la communication et de la « poudre aux yeux » à destination de l'Occident, rappelant que quelques semaines avant leur annonce, une dizaine de militantes féministes réclamant le droit de conduire ont été arrêtées, la majorité d'entre elles étant toujours en prison plusieurs mois après⁴⁴, certaines ayant été torturées⁴⁵. Il déclare que l'État d'Israël, comme la Palestine, a droit de cité et présente l'Arabie saoudite comme « la première victime de l'extrémisme »⁴³.

Outre le tourisme religieux qui est un secteur capital de l'économie saoudienne, le royaume tend à s'ouvrir au tourisme non-religieux⁴⁶. Les cinémas ou les randonnées sur les sites naturels et archéologiques du pays se développent^{47,48}.

Selon le politologue Stéphane Lacroix, chercheur au Centre de recherches internationales (CERI) : « Avec MBS, les deux dossiers avancent toujours en parallèle. Il veut être à la fois le grand modernisateur autoritaire, qui met à bas le système saoudien traditionnel, et le porte-

étendard du volontarisme saoudien face à l'Iran. L'histoire s'accélère. »⁴⁹. Cela suscite toutefois des critiques, notamment sur la personnalisation inédite du pouvoir en Arabie saoudite ainsi que concernant l'emprisonnement de personnalités politiques progressistes et conservatrices². Pour Stéphane Lacroix, Mohammed ben Salmane a besoin de la légitimation religieuse et ne veut pas briser le pacte entre le prince et les oulémas qui forme la base du système wahhabite⁵⁰. Cependant il souhaite en redéfinir les termes : « Historiquement, il y a un partage des tâches entre les princes et les ulémas. Les princes gouvernent en toute indépendance et les ulémas ne se mêlent pas de politique et soutiennent les décisions des princes, en échange de quoi ces derniers sous-traitent aux religieux la définition de la norme religieuse et surtout le contrôle de la société par la norme religieuse. C'était un État bicéphale. MBS ne veut pas supprimer la place des religieux, mais les mettre sous la tutelle du politique. En gros, il veut faire des religieux en Arabie l'équivalent d'al-Azhar en Égypte. Cela ne veut pas dire qu'il ne va pas utiliser le conservatisme religieux quand il en aura besoin. »⁵⁰.

Le 4 novembre 2017, une commission « anticorruption » est créée par décret royal, avec Mohammed ben Salmane à sa tête. Le soir même, la commission fait arrêter 4 ministres, 11 princes dont le milliardaire Al-Walid ben Talal⁵¹, et des dizaines d'anciens ministres, fait limoger les chefs de la Garde nationale et de la Marine, et fait immobiliser des jets privés à Djeddah afin d'éviter des fuites hors du territoire⁵². Les enquêtes de la commission concernent entre autres la gestion des inondations meurtrières qui ont dévasté la ville de Jeddah en 2009⁵³.

Le même jour, l'hôtel Ritz-Carlton de Riyad est réquisitionné par le gouvernement pour servir de prison de luxe aux personnalités arrêtées⁵⁴. Au total, ce sont plus de 300 personnes qui y sont logées. Entre novembre 2017 et février 2018, un bon nombre d'entre elles sont libérées au terme d'arrangements consistant à rembourser le Trésor saoudien des sommes dont les autorités s'estiment flouées⁵⁵. Selon le Wall Street Journal, le gouvernement saoudien aurait visé des liquidités et des actifs d'une valeur allant jusqu'à 800 milliards de dollars⁵⁶.

Les arrestations ont abouti à la mise à l'écart définitive de la faction du défunt roi Abdallah et à la consolida-

tion complète par Mohammed ben Salmane du contrôle des trois branches des forces de sécurité, faisant de lui l'homme le plus puissant d'Arabie saoudite depuis son grand-père, le premier roi, Ibn Séoud⁵⁷.

Le politologue Stéphane Lacroix observe que Mohammed ben Salmane joue beaucoup la carte de l'ultranationalisme : « Un discours ultranationaliste qui ressemble en fait à celui des pays autoritaires arabes suivant un schéma bien particulier : le pays est attaqué par ses ennemis, il faut tous être derrière le dirigeant, on parle de complot à long terme de journée dans la presse saoudienne (l'Iran, le Qatar, l'affaire Khashoggi, etc.), on arrête les opposants qualifiés de traîtres. Tout un langage qu'on n'utilisait pas avant »⁵⁰. Selon lui, avec Mohammed ben Salmane l'Arabie saoudite passe aussi d'un « autoritarisme mou, de consensus » à un autoritarisme arabe classique : « Il y a une stratégie de la terreur et du blocage du débat, un niveau de peur jamais vu »⁵⁰.

Politique étrangère

Le 22 novembre, le prince héritier a entamé à Abu Dhabi sa première visite à l'étranger, depuis l'assassinat du journaliste saoudien Jamal Khashoggi, le 2 octobre 2018 au consulat de son pays à Istanbul⁶¹. Six pays sont prévus pour marquer la tournée de Mohammed ben Salmane : Émirats arabes unis, Bahreïn, la Tunisie, l'Égypte, l'Algérie et la Mauritanie⁶². Le SNJT (Syndicat national des journalistes tunisiens) et une dizaine d'organisations, dont la Ligue des droits de l'Homme ou l'Association des femmes démocrates (ATFD) ont dénoncé la visite du prince héritier en Tunisie en appelant à des manifestations

SAHEL HORIZONS

**B.P. 2141
Cel. : 90.64.04.95
NIAMEY-NIGER**

**Directeur de publication
Mahamadou Ali Diallo**

**INFOGRAPHE :
Dogo Oumarou**

**Composition :
Sahel Horizons**



Rimbo Transport Voyageurs



N°1 du Transport Voyageurs au

Bienvenue chez RIMBO TRANSPORT VOYAGEURS



Administration : gare nationale de RIMBO



Gare internationale de RIMBO

Rimbo Transport Voyageurs

Vous aimez voyager ? Partez à la découverte du monde avec nous ! Nous vous accompagnons personnellement dans toutes les étapes et restons à votre écoute pour vous offrir les vacances de vos rêves.

Notre équipe est là pour vous conseiller au mieux lors de votre réservation.



Laissez-vous inspirer par nos offres de voyages !



LE ROI DE LA ROUTE ŒUVRE LE JOUR AU JOUR à répondre et anticiper les exigences de sa clientèle en offrant un éventail de services allant du transport des voyageurs, de leurs colis et de leurs courriers (messagerie).

Pour montrer à nos clients l'importance de leur fidélité en vers nous, ; nous leur offrons un voyage gratuit au bout des dix tickets utilisés.

Fidèle aux principes de : SECURITE-CONFORT-PONCTUALITE nous mettons l'accent sur les critères de:

- Professionalisme;
- Qualité;
- Proximité (points de vente);

Voyager dans la sécurité et le confort total

RIMBO LE ROI DE LA ROUTE